

## **Ayrault donne le feu vert au Grand Paris des transports et à la Métropole de Paris**

Le Premier ministre dévoile mercredi après-midi sa vision du Grand Paris, tant sur le volet concret des transports avec un feu vert pour le super-métro automatique que sur un volet politique avec la future "Métropole de Paris".

Le Premier ministre dévoile mercredi après-midi sa vision du Grand Paris, tant sur le volet concret des transports avec un feu vert au supermétro automatique que sur le volet politique de la future "Métropole de Paris".

Le discours que Jean-Marc Ayrault doit prononcer devant un parterre de 700 élus et décideurs économiques, annoncé par certains à gauche comme "historique", est surtout attendu pour donner un signal fort aux investissements qui se profilent pour les 20 prochaines années dans une région qui pèse 30% du PIB national.

"Il y a des inquiétudes qui ne datent pas d'hier. Le Premier ministre apaisera toutes ces inquiétudes", a-t-on assuré à Matignon mardi.

Les derniers arbitrages sur les montages financiers seront pris mercredi dans la matinée à Matignon, a-t-on affirmé de sources proches du dossier, mais les principaux chapitres du Grand Paris des transports sont d'ores et déjà écrits, avec l'horizon acté de 2030.

Ayant pris la mesure de l'urgence sociale et l'enjeu politique des transports du quotidien, Jean-Marc Ayrault devrait présenter une "perspective unique qui intègre l'amélioration de l'existant, des prolongations de certaines lignes et le nouveau Grand Paris Express dans un plan d'ensemble où les différents projets ne sont pas concurrents", a expliqué à l'AFP une source ministérielle.

Cela pourrait se traduire concrètement par l'annonce "d'objectifs de mises en service très claires par période de trois ou cinq ans", a-t-on précisé de même source, avec le souci d'éviter l'écueil politique d'avoir des territoires gagnants et d'autres perdants.

Et pour incarner le Grand Paris, les futures lignes du Grand Paris Express (200 km de nouvelles lignes et leurs 72 gares) devraient recevoir des appellations dans la lignée du métro parisien, une idée chère à Cécile Duflot, ministre en charge du dossier. Ainsi la rocade la plus proche de Paris pourrait devenir la ligne 15, d'autres devenir la ligne 16, 17 ou 18, avec des inaugurations parallèles du prolongement de la ligne 11 ou du RER E vers l'ouest.

"Je suis assez enthousiaste, on a eu des périodes de scepticisme mais globalement nous avons été entendus par le gouvernement", s'est réjoui auprès de l'AFP Alexis Bachelay, député PS des Hauts-de-Seine et co-rapporteur de la mission de suivi de la loi sur le Grand Paris.

Le réseau se fera donc bien dans "sa globalité" avec des "adaptations" de capacité pour certaines lignes en fonction des projections d'augmentation de trafic à long terme.

Trois types de métro seront retenus: du très capacitaire pour la zone dense (comparable au métro parisien), un métro moins capacitaire et par endroits en surface pour le grand Est et vers Roissy et enfin du plus léger en surface entre Saclay et Orly.

Sur la question des financements, plusieurs voix - jusqu'à des élus UMP mardi soir - ont proposé de multiples pistes pour sécuriser le projet global d'environ 35 milliards d'euros: allongement de la durée de l'emprunt, déplafonnement de la taxe bureau (qui abonde la Société du Grand Paris, maître d'ouvrage), création de nouvelles taxes (sur les billets d'avions au départ d'Orly et Roissy, écotaxe poids lourds, etc.)

Afin de dégager une "vision" gouvernementale pour la région capitale et dans la mesure où l'ultime version du projet de loi sur la décentralisation a été déflorée, le Premier ministre va aussi parler de gouvernance institutionnelle.

La révélation lundi de la création d'une "Métropole de Paris" sur la zone dense de l'agglomération parisienne, avec notamment des compétences en matière de logement, a suscité des réactions, souvent critiques, à gauche comme à droite et particulièrement émanant du Conseil régional qui se voit mis à l'écart.

L'UMP a dénoncé une "nouvelle usine à gaz" et l'ajout d'une "énième couche au millefeuille administratif", EELV a fustigé "un coup fatal porté à l'égalité des territoires", tandis que le PS s'est alarmé d'un risque accru de "relégation des territoires périphériques".

"Ce projet est plus un point de départ et un minimum syndical qu'un projet de décentralisation abouti mais il a le mérite d'exister. Il y aura un débat parlementaire et nous sommes plusieurs à savoir rédiger des amendements", a souligné M. Bachelay.